
Mémorandum du président
Proposition de financement
supplémentaire en faveur de la
République démocratique populaire lao
Projet « Agriculture pour la nutrition » – Phase II (AFN-II)

Identifiant du projet : 2000003760

Document : EB 2025/LOT/P.21

Date: 3 décembre 2025

Distribution : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Action : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement supplémentaire proposé figurant au paragraphe 67.

Questions techniques :

Reehana Raza
Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
Courriel : r.raza@ifad.org

Rachele Arcese
Directrice nationale par intérim
Division Asie et Pacifique
Courriel : r.arcese@ifad.org

Sommaire

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description initiale du projet	1
II. Justification du financement supplémentaire	1
A. Justification	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	3
D. Coûts, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	6
A. Risques et mesures d'atténuation	6
B. Catégorie environnementale et sociale	7
C. Classification des risques climatiques	7
IV. Mise en œuvre	7
A. Conformité avec les politiques du FIDA	7
B. Cadre organisationnel	8
C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	9
D. Modifications proposées à l'accord de financement	10
V. Instruments juridiques et autorité	10
VI. Recommandation	10

Appendices

I. Cadre logique intégrant le financement supplémentaire
II. Résumé de l'analyse économique et financière

Équipe chargée de la mise en œuvre du projet

Directrice régionale :	Reehana Raza
Directrice nationale :	Rachele Arcese
Responsable technique :	Ilaria Carlotta Firmian
Responsable financière :	Tendayi Makuyana
Spécialiste climat et environnement :	Nirajan Khadka
Responsable juridique :	Peter Kamero

Résumé du financement

Institution initiatrice :	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire :	République démocratique populaire lao
Agence d'exécution :	Ministère de l'agriculture et de l'environnement
Coût total du projet :	48,2 millions de dollars
Montant du prêt initial du FIDA dans le cadre du système d'allocation basé sur la performance (PBAS) :	13,2 millions de dollars É.-U.
Conditions du financement initial du FIDA :	Conditions du financement mixte
Montant du prêt supplémentaire du FIDA 1 (PBAS) :	3,803 millions de DTS (5,2 millions de dollars É.-U.)
Conditions du financement supplémentaire du FIDA :	Conditions du financement mixte
Montant du prêt supplémentaire 2 du FIDA (PBAS) :	1,094 million de DTS (1,5 million de dollars É.-U.)
Conditions du deuxième financement supplémentaire du FIDA :	<p>Conditions mixtes</p> <p>Durée de 25 ans, dont un délai de grâce de 5 ans, avec des frais de service de 0,75 % et un taux d'intérêt de 1,25 % par an en droits de tirage spéciaux (ajustements pour les prêts en monnaie unique)</p>
Cofinancier :	Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)
Montant du cofinancement :	20 millions de dollars américains
Conditions de cofinancement :	Subvention de cofinancement
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	4,8 millions de dollars américains
Contribution du secteur privé national :	<p>0,3 million de dollars américains (en espèces)</p> <p>1,1 million de dollars É.-U. (en nature)</p>
Contribution des participants au projet :	2,1 millions de dollars É.-U. (en nature)
Montant initial du financement climatique du FIDA :	6,05 millions de dollars É.-U.
Montant du financement climatique supplémentaire du FIDA 1 :	3,2 millions de dollars
Montant du financement climatique supplémentaire du FIDA 2 :	1,04 million de dollars (dont 800 000 dollars au titre du financement complémentaire pour le climat)
Institution coopérante :	Sous la supervision directe du FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le projet Agriculture pour la nutrition – Phase II (AFN-II) en République démocratique populaire lao (ID : 2000003760, [EB 2022/LOT/P.6](#)) a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA. Adoptée par le conseil d'administration le 22 décembre 2022, elle est entrée en vigueur le 16 mai 2023 et devrait être achevée le 30 juin 2030, la date de clôture financière étant fixée au 31 décembre 2030.
2. Le coût total du projet s'élève à 48,2 millions de dollars, dont un prêt initial de 13,2 millions de dollars au titre de la douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), une subvention de 20,0 millions de dollars du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (PGSP), dont 12,0 millions de dollars US sont mis en œuvre par le FIDA et 8,0 millions de dollars US par le Programme alimentaire mondial (PAM), une contribution du projet participants de 2,1 millions de dollars américains, contributions en espèces et en nature du secteur privé de 1,4 million de dollars américains, une contribution gouvernementale de 4,8 millions de dollars américains et un déficit de financement de 6,7 millions de dollars américains.
3. Afin de combler le déficit de financement identifié et approuvé lors de la phase de conception, le gouvernement a demandé un financement supplémentaire de 6,7 millions de dollars américains sous la forme d'un prêt à des conditions mixtes dans le cadre du système d'allocation basé sur la performance (PBAS) du FIDA12 cycle le 13 février 2024. La reprogrammation finale des ressources du FIDA12 a alloué 5 214 455 dollars ([EB 2024/LOT/P.31](#)) pour couvrir partiellement le déficit de financement, le ramenant à 1,5 million de dollars.
4. Le 18 août 2025, le gouvernement a demandé un deuxième cycle de financement supplémentaire de 1,5 million de dollars (1,094 million de DTS) afin de couvrir le déficit de financement restant. En réponse, un montant de 1,094 million de DTS¹ (1,5 million de dollars) a été alloué dans le cadre du cycle PBAS du FIDA13.
5. Comme le déficit de financement a été identifié et approuvé au stade de la conception, cette deuxième demande de financement supplémentaire ne modifie pas le coût initial du projet et ne nécessite pas de prolongation des dates d'achèvement ou de clôture.

B. Description initiale du projet

6. L'objectif de l'AFN-II est de permettre à 28 000 ménages vulnérables vivant dans la zone du projet d'améliorer leurs revenus de 20 % d'ici 2030.
7. L'objectif de développement est de permettre à 28 000 ménages vulnérables vivant dans la zone du projet d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, de renforcer leur résilience au changement climatique et d'augmenter les revenus des petits exploitants d'ici 2030.
8. La durée du projet est de sept ans (2023-2030).
9. L'impact du projet sera évalué à l'aide de cinq indicateurs : (i) réduction de 20 % de l'insécurité alimentaire, mesurée à l'aide de l'échelle d'expérience de l'insécurité alimentaire ; (ii) nutrition : 14 400 femmes déclarant satisfaire aux exigences minimales en matière de diversité alimentaire ; (iii) pauvreté : 16 800 ménages ayant vu leurs revenus augmenter de 20 % ; (iv) résilience climatique : 16 800 ménages ayant amélioré de 30 % leur résilience au changement climatique (mesurée à l'aide de la fiche d'évaluation de la résilience du FIDA) ; et (v) autonomisation des femmes : 28 000 femmes ayant amélioré leur autonomisation économique, sociale et culturelle (mesurée à l'aide de l'indice d'autonomisation du FIDA).

II. Justification du financement supplémentaire

A. Justification

10. AFN-II est la deuxième phase du projet Agriculture pour la nutrition – Phase I (AFN-I), qui s'est achevée en décembre 2022 avec une note satisfaisante de 5

¹ Le taux appliqué pour convertir le montant en dollars américains en droits de tirage spéciaux (DTS) est celui du Fonds monétaire international (FMI) au 30 septembre 2025.

dans le rapport d'achèvement du projet daté du 27 juin 2023. Le projet a été conçu et approuvé pour un coût total de 48,2 millions de dollars américains, comprenant un prêt du FIDA de 13,2 millions de dollars des États-Unis et d'une subvention du GAFSP de 20,0 millions de dollars des États-Unis, ainsi que des contributions du secteur privé, des participants au projet et du gouvernement, d'un montant de 8,3 millions de dollars américains, et un déficit de financement initial de 6,7 millions de dollars américains. En décembre 2024, le Conseil d'administration a approuvé un montant de 5 214 455 dollars américains pour couvrir partiellement le déficit de financement initial, ce qui a ramené le déficit de financement actuel à 1,5 million de dollars américains.

11. Pour combler le déficit de financement actuel, le gouvernement a demandé un deuxième cycle de financement supplémentaire à des conditions mixtes, en DTS. À la suite de la reprogrammation du cycle PBAS du FIDA13, le FIDA a alloué 1,094 million de DTS (1,5 million de dollars américains) pour couvrir les activités essentielles prévues dans le cadre du déficit de financement actuel. Ce financement soutiendra les investissements dans les coopératives agricoles, les systèmes d'eau à usages multiples, petits systèmes d'irrigation, aux installations de transformation et de stockage des aliments. L'obtention de ce financement est essentielle pour atteindre les objectifs initiaux du projet en matière de rayonnement et maintenir la dynamique établie lors de la phase I.
12. Depuis sa création en mai 2023, l'AFN-II a mené deux missions de supervision (avril et mai 2024 et mai 2025) et deux missions d'appui à la mise en œuvre (octobre 2023 et novembre 2024), qui ont toutes confirmé la pertinence et la conception du projet.

Aspects particuliers liés aux priorités institutionnelles du FIDA en matière d'intégration

13. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration, le projet a été validé comme suit :
 - Intégrant le financement climatique
 - Transformateur en matière d'égalité des sexes
 - Sensible à la nutrition
 - Prioritaire pour les peuples autochtones
 - Intégrant la capacité d'adaptation
14. **Genre.** La République démocratique populaire lao est classée 120e sur 189 pays dans l'indice d'inégalité entre les sexes du Programme des Nations unies pour le développement pour 2021 (ajusté en fonction de l'égalité des sexes).²
15. Les femmes occupent 22 % des sièges au Parlement³ et 54,4 % des filles ont terminé le premier cycle de l'enseignement secondaire, soit une amélioration de 55 % depuis 2019.⁴ En 2021 et 2022, le Forum économique mondial a classé le pays au premier rang mondial en termes de participation et d'opportunités économiques des femmes, mais celles-ci sont toujours confrontées à des contraintes en matière de niveau d'éducation (classé 109^{ème}), de santé et de survie (classé 55^{ème}) et d'autonomisation politique (classé 116^{ème}).⁵
16. **Sécurité alimentaire et nutrition.** Selon les critères de référence de l'Organisation mondiale de la santé, plus de 80 % de la population laotienne n'a pas les moyens de s'alimenter sainement. Le triple fardeau de la malnutrition – taux élevés de retard de croissance, d'emaciation et d'anémie – reste un défi majeur et coexiste avec des taux croissants de surpoids et d'obésité.
17. Un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique (retard de croissance) et il existe d'importantes disparités régionales. La prévalence de l'emaciation s'élève à 11 %.⁶ Selon les estimations actuelles, le retard de croissance au cours des 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant coûte au gouvernement 2,4 % du PIB par an.

² PNUD, 2021.

³ Banque mondiale, 2024.

⁴ Banque mondiale, 2023.

⁵ Forum économique mondial, 2022.

⁶ Fonds des Nations unies pour l'enfance, enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2023.

18. **Peuples autochtones.** Le gouvernement reconnaît 50 groupes ethniques principaux et 160 sous-groupes. Le groupe Lao-Tai représente 67 % de la population. Il existe trois grands groupes ethnolinguistiques non Lao-Tai, à savoir les Mon-Khmer (21 % pour cent de la population), les Hmong-Lu Mien (8 pour cent) et les Sino-Tibétains (3 pour cent).
19. Les groupes ethniques de la zone du projet sont généralement les plus pauvres et les plus touchés par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela s'explique par divers facteurs liés à l'accès limité à l'éducation, aux soins de santé, à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi qu'aux écarts de pauvreté et aux normes alimentaires sociales.
20. **Changement climatique.** Les principales vulnérabilités liées au changement climatique dans le pays sont causées par les inondations et les sécheresses, le secteur agricole étant le plus vulnérable. La variabilité climatique, en particulier l'augmentation de la fréquence et de la gravité des sécheresses dans certaines régions du pays, limite déjà la disponibilité de l'eau pour la production domestique pendant les saisons sèches, malgré l'abondance des ressources en eaux de surface et souterraines.
21. La plupart des modèles climatiques prévoient une augmentation des taux de précipitations annuels, avec des changements plus importants dans le cas de scénarios d'émissions plus élevées.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

22. La zone du projet comprend 500 villages répartis dans 20 districts de six provinces, à savoir les provinces d'Oudomxay, Phongsaly et Xieng Khouang au nord et les provinces de Saravane, Sekong et Attapeu au sud.
23. La population cible est de 168 000 personnes réparties dans 28 000 ménages, soit environ 33 % de la population totale des districts cibles, qui est d'environ 502 000 personnes. Les groupes cibles sont les petits exploitants agricoles pauvres et quasi pauvres ainsi que les membres de leur foyer qui sont exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition et qui vivent dans les districts ciblés. La population cible comprendra : (i) les enfants de moins de cinq ans ; (ii) les adolescentes âgées de 10 à 19 ans ; (iii) les femmes en âge de procréer âgées de 15 à 49 ans ; (iv) les jeunes âgés de 15 à 35 ans ; et (v) d'autres personnes, dont 50 % de femmes. Le projet soutiendra les ménages vulnérables et les personnes les plus susceptibles d'être laissées pour compte, telles que les ménages dirigés par des femmes (2 %), les personnes handicapées (2 %), les migrants laotiens retournant dans les zones rurales en raison de la COVID-19 (5 %) et les groupes ethniques autres que les Lao-Tai (au moins 70 %).
24. Le financement supplémentaire proposé était inclus dans la conception initiale du projet et ne nécessite aucune modification de la zone géographique et des groupes cibles prévus.

C. Composantes, résultats et activités

25. Les composantes et sous-composantes du projet sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1
Composantes, sous-composantes et activités du projet

Composante 1	Composante 2	Composante 3
Mise en place d'une approche communautaire partenariats basés sur l'agriculture et les ressources naturelles Interventions nutritionnelles (PAM et FIDA)	Amélioration des entreprises et des partenariats commerciaux accès (FIDA)	Environnement favorable et (FIDA et PAM)
<i>Sous-composante 1.1 : Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, des enfants, des filles et autres entreprises vulnérables (PAM et FIDA)</i>	Activité 1 : Soutien aux micro, petites et moyennes entreprises dans la chaînes d'approvisionnement alimentaires	Activité 1 : Approche multisectorielle planification et coordination (PAM)
Activité 1 : Écoles d'alimentation pour agriculteurs et femmes Autonomisation	Activité 2 : Partenariats multipartites Plateformes commerciales	Activité 2 : Partenariats
Activité 2 : Création de jardins potagers intégrés	Activité 3 : Infrastructures liées au marché	Activité 3 : Gestion de projet
Activité 3 : Transformation et conservation des aliments domestiques		
Activité 4 : Gestion des sources alimentaires locales et des aliments sauvages		
Activité 5 : Activités de communication communautaire liées à la nutrition et au genre, axées sur le changement social et comportemental Activités de communication		
<i>Sous-composante 1.2 : Amélioration de la pour certains produits (FIDA)</i>		
Activité 6 : Renforcement des organisations communautaires organisations		
Activité 7 : Services de conseil en matière d'agriculture et de développement rural améliorés		
Activité 8 : Construction et modernisation des infrastructures d'adaptation au changement climatique (irrigation / systèmes d'eau à usages multiples)		

D. Coûts, avantages et financement

Coûts du projet

26. Le coût total pour les sept années de l'AFN-II est estimé à 48,2 millions de dollars US, répartis comme suit : un prêt initial du FIDA de 13,2 millions de dollars US, un financement supplémentaire du FIDA12 de 5,2 millions de dollars US (3,803 millions de DTS) ; le deuxième financement supplémentaire proposé de 1,094 million de dollars US (1,5 million de dollars US) provenant de l'allocation PBAS du FIDA13 ; une subvention du GAFSP de 20,0 millions de dollars US (12,0 millions de dollars US mis en œuvre par le FIDA) 1,094 million de DTS (1,5 million de dollars É.-U.) provenant de l'allocation du FIDA13 au titre du PBAS ; une subvention du GAFSP de 20,0 millions de dollars É.-U. (12,0 millions de dollars É.-U. mis en œuvre par le FIDA et 8,0 millions de dollars É.-U. mis en œuvre par le PAM) ; participants au projet contributions de 2,1 millions de dollars américains ; contributions du secteur privé de 1,4 million de dollars américains ; et contribution du gouvernement de 4,8 millions de dollars américains.
27. Les activités d'adaptation au changement climatique dans les sous-composantes 1.2 (amélioration de la productivité agricole pour certains produits) et les activités 2.3 (infrastructures liées au marché) et 3.3 (gestion de projet) sont comptabilisées comme financement de l'adaptation. Conformément aux méthodologies des banques multilatérales de développement pour le suivi le financement de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce projet est estimé à 10,29 millions de dollars, dont 1,04 million de dollars pour le deuxième financement climatique supplémentaire du FIDA.

Tableau 2
Résumé du financement initial et supplémentaire
(En milliers de dollars américains)

	Original financement	Supplémentaire financement	Deuxième financement supplémentaire financement	Total
Prêt du FIDA	13 234	5 214	1 500	19 948
Subvention du GAFSP (FIDA/Ministère de l'agriculture et de l'environnement)	11 997	-	-	11 997
Subvention du GAFSP (PAM)	7 996	-	-	7 996
Participants au projet (en nature)	2 132	-	-	2 132
Secteur privé (en nature)	1 156	-	-	1 156
Secteur privé (en espèces)	289	-	-	289
Emprunteur/bénéficiaire	4 777	-	-	4 777
Déficit de financement	6 714	(5 214)	(1 500)	-
Total	48 295	-	-	48 295

Tableau 3
Financement supplémentaire (FIDA12 et FIDA13) : coûts du projet par composante et par bailleur de fonds
(En milliers de dollars américains)

Composantes	Montant	%
Composante 1 : Mise en place d'interventions nutritionnelles communautaires axées sur l'agriculture et les ressources naturelles	963	64
Composante 2 : Amélioration des partenariats commerciaux et de l'accès aux marchés	537	36
Composante 3 : Environnement favorable et partenariats	-	0
Total	1 500	100

Tableau 4
Financement supplémentaire (FIDA12 et FIDA13) : coûts du projet par catégorie de dépenses et bailleur de fonds
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Deuxième prêt supplémentaire du FIDA	
	Montant	%
Coûts d'investissement		
A. Travaux	-	-
B. Biens, services et intrants	-	-
C. Subventions et aides	1 500	100
D. Services de conseil	-	-
E. Formation	-	-
Coûts d'investissement totaux	1 500	100
Coûts récurrents		
A. Coûts d'exploitation	-	-
Total des coûts récurrents	-	-
Total	1 500	100

Tableau 5
Coûts du projet par composante et par année du projet
(En milliers de dollars américains)

Composantes	2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Composante 1	2 583	9	6 612	24	8 315	30	6 787	24	2 218	8	866	3	409	1	27 790
Composante 2	9	0	505	7	1 393	19	2 044	27	2 552	34	889	12	45	1	7 437
Composante 3	2 636	20	1 712	13	2 179	17	2 189	17	1 661	13	1 366	10	1 325	10	13 069
Total	5 228	11	8 829	18	11 887	25	11 020	23	6 431	13	3 121	6	1 779	4	48 295

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

28. Les prêts du FIDA d'un montant de 18,4 millions de dollars (initial et supplémentaire) et le projet Le deuxième prêt supplémentaire de 1,094 million de DTS (1,5 million de dollars É.-U.) est assorti de conditions mixtes et financeront 41 % du coût total du projet. La part du FIDA dans les coûts récurrents représente 1,3 % du financement total du projet et 3 % du financement du FIDA.
29. Les autres sources de cofinancement représentent 59 % du financement total du projet, dont 42 % proviennent du cofinancement international et 17 % du cofinancement national. Il s'agit notamment des subventions du GAFSP, mises en œuvre par le FIDA, le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement (MAE) et le PAM ; des contributions en nature des participants au projet ; des contributions en nature et en espèces du secteur privé ; et des contributions de contrepartie du gouvernement.

Décaissement

30. La modalité du fonds renouvelable dans le cadre du système de décaissements basé sur les rapports sera le mécanisme utilisé pour retirer des fonds du financement du FIDA. Les rapports financiers intermédiaires trimestriels serviront de base pour la soumission des demandes de retrait au FIDA et seront soumis à ce dernier dans un délai de 30 jours via le module d'exécution financière du portail client du FIDA (ICP) afin de fournir des prévisions de trésorerie et de demander des décaissements du FIDA. Les retraits anticipés dans le cadre d'une approche de fonds renouvelable constitueront la principale méthode de décaissement.
31. Les contributions du gouvernement, des participants au projet et du secteur privé seront intégrées dans le plan de travail et le budget annuels (AWPB) et seront identifiées dans les comptes du projet.

Résumé des avantages et analyse économique

32. Les résultats de l'analyse économique sur une période de 20 ans montrent que le projet est très rentable, avec une valeur actuelle nette de 507 621 786 567 LAK (34 281 385 USD) et un taux de rendement économique de 26 %.
33. Une analyse de sensibilité confirme que le projet resterait rentable en cas d'augmentation des coûts de 28 %, de diminution des avantages de 17 %, d'augmentation des coûts de 11 % ou de diminution des avantages de 10 %. Le projet resterait également rentable si les avantages étaient retardés d'un an.

Stratégie de sortie et durabilité.

34. Le projet de stratégie de sortie inclus dans le rapport de conception du projet (annexe 11) présente les voies de durabilité pour chaque activité, en explorant les différentes options (réduction progressive, transfert progressif et suppression progressive) et en analysant les risques associés. La stratégie de sortie est affinée au cours de la mise en œuvre afin de garantir qu'elle soit appropriée par MAE et adaptée au développement du projet.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

35. Le risque global du projet est modéré.
36. **Risques financiers.** Le risque inhérent à la gestion financière est important et le risque résiduel est modéré.
37. Les mesures d'atténuation comprennent des rapports de suivi budgétaire expliquant les écarts et les vérifications annuelles des immobilisations ; l'amélioration de la comptabilité et des rapports grâce à l'installation du système comptable standard pour les projets (PASSE) au niveau provincial, la garantie du remboursement en temps opportun des avances versées aux partenaires de mise en œuvre et le renforcement des capacités du nouveau personnel financier au niveau central et dans les districts.
38. Les risques liés à la coordination de plusieurs projets de donateurs sont atténués par la structure de mise en œuvre décentralisée.

Tableau 6
Résumé global des risques

Domaines à risque	Évaluation du risque inhérent	Cote de risque résiduel
Contexte national	Important	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modérées
Contexte environnemental et climatique	Important	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacité institutionnelle pour la mise en œuvre et la durabilité	Modérée	Modérée
Gestion financière	Importante	Modérée
Approvisionnement du projet	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

39. Le risque environnemental et social du projet est jugé modéré. Le projet est mis en œuvre dans des zones habitées par des groupes ethniques. Conformément aux procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP) du FIDA, un plan relatif aux peuples autochtones et un plan relatif au consentement libre, préalable et éclairé ont été élaborés préparé et sera mis en œuvre et contrôlé pendant la réalisation du projet. Les risques relevant d'autres normes SECAP sont pour la plupart considérés comme faibles ou, dans quelques cas, modérés.

C. Classification des risques climatiques

40. Le risque climatique du projet est modéré. Les principaux risques climatiques identifiés dans la zone du projet sont les glissements de terrain, les cyclones et les chaleurs extrêmes. La pénurie d'eau est jugée faible, tant que les abondantes ressources en eau de surface et souterraines peuvent être mobilisées de manière durable.

D. Viabilité de la dette

41. La République démocratique populaire lao est considérée comme étant en situation de surendettement extérieur et global selon le Cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu, conformément à l'évaluation de la viabilité de la dette réalisée par le FMI en 2024. Le pays est éligible aux conditions mixtes prévues par le FIDA13, car il est classé comme un pays présentant un écart supérieur au seuil opérationnel pour l'aide internationale au développement pendant plus de deux années consécutives. Par conséquent, la République démocratique populaire lao n'est pas éligible au financement au titre du Cadre de viabilité de la dette ou du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées du FIDA13. La notation de risque et la viabilité de la dette du pays se sont détériorées depuis l'évaluation de la viabilité de la dette réalisée en mai 2023 en raison d'un environnement macroéconomique défavorable (caractérisé par une forte dépréciation du taux de change), d'une extension de la couverture de la dette pour inclure la dette garantie, des arriérés de dépenses et l'émission de dette intérieure pour recapitaliser les banques publiques.

IV. Mise en œuvre

A. Conformité avec les politiques du FIDA

42. La conception initiale de l'AFN-II est conforme au programme stratégique d'opportunités du pays (COSOP) 2018-2024, prolongé jusqu'en 2025, et au nouveau COSOP actuellement en cours d'élaboration. Le projet contribuera directement aux objectifs stratégiques du FIDA pour la période 2016-2025, et les priorités transversales du FIDA ainsi que les politiques, stratégies et plans d'action connexes seront intégrés dans une approche transformatrice, axée sur les peuples autochtones, sensible à la nutrition et au financement climatique.

43. Aucune modification ne sera apportée au rapport initial de conception du projet. Le deuxième financement supplémentaire couvrira en partie les activités prévues lors de la conception dans le cadre du déficit de financement.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

44. L'agence de programme chef de file est le MAE, par l'intermédiaire du Département de la planification et de la coopération (DoPC), qui assume la responsabilité globale de la mise en œuvre du projet et délègue un coordinateur national de projet (NPC). Le projet nation, Le bureau de coordination (NPCO) gère directement la mise en œuvre du projet en collaboration avec les coordinateurs de projet au niveau provincial et départemental, les départements techniques (par exemple l'Institut national de recherche agricole et forestière) et les agences spécialisées. Le NPCO sera soutenu par un conseiller technique international à temps plein et d'une équipe d'assistance technique.
45. Dans l'ensemble, le comité directeur national du projet fournit des orientations politiques et une orientation stratégique. Les comités provinciaux de pilotage du projet approuvent les plans de travail annuels des bureaux de projet (AWPB) ainsi que les rapports financiers et d'avancement annuels préparés par les districts. Le district les comités de développement socio-économique font office de comités directeurs de projet au niveau du district. Ils se réunissent tous les trimestres pour approuver le plan de travail annuel du district et examiner les rapports semestriels sur l'avancement des projets.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

46. Les modalités de mise en œuvre suivent la structure, la politique et les processus déjà en place pour la mise en œuvre du projet. Comme indiqué, le MAE est l'agence d'exécution, par l'intermédiaire du DoPC. Le NPCO est chargé de la gestion financière du projet. Le MAE, par l'intermédiaire du NPCO, est responsable devant le gouvernement et le FIDA de l'utilisation appropriée des fonds, conformément aux accords juridiques.
47. Le risque lié à la gestion financière de ce projet est modéré, principalement en raison de la faiblesse les faiblesses en matière de comptabilité financière, de reporting et de gestion fiduciaire inhérentes aux projets de développement communautaire. Les systèmes comptables des projets seront conformes aux normes comptables internationales. Le manuel des procédures financières sera soumis à l'approbation du FIDA et du gouvernement, et les agents fiduciaires suivront une formation et participeront à des activités de renforcement des capacités si nécessaire.
48. Le retrait et l'utilisation des fonds par l'AFN-II seront régis par le manuel du FIDA sur la gestion financière et le contrôle financier des projets à l'intention des emprunteurs et par l'accord de financement. Les procédures de décaissement, l'établissement des rapports financiers et la tenue de registres appropriés du projet sont décrits en détail dans la lettre relative aux dispositions de gestion et de contrôle financiers du projet
49. Les états financiers annuels du projet feront l'objet d'un audit annuel réalisé par des auditeurs privés indépendants, conformément aux normes internationales d'audit et selon des termes de référence acceptables pour le FIDA.
50. En tant que dépositaire des fonds du compte du projet, le NPCO assume les principales tâches de gestion financière. Le responsable de la gestion financière du NPCO est chargé de la gestion effective de ces tâches et rendra compte au NPC. Le MAE, par l'intermédiaire du NPCO, sera responsable devant le gouvernement et le FIDA de la bonne utilisation des fonds, conformément aux accords juridiques. Les systèmes comptables du projet seront conformes aux normes comptables internationales et aux exigences gouvernementales, et des contrôles financiers internes seront régulièrement effectués.
51. **Modalités de flux et de décaissement des fonds.** Le compte désigné existant pour l'AFN-II continuera d'être utilisé pour le financement supplémentaire. En outre, l'utilisation des sous-comptes ou des comptes d'exploitation existants ouverts dans des banques commerciales se poursuivra. Le compte désigné sera utilisé pour couvrir les coûts des projets au niveau national et les contrats de services de conseil. Les comptes d'exploitation seront utilisés pour financer la mise en œuvre du projet sur la base du plan de travail annuel approuvé, qui régit également les

Répartition des responsabilités entre les différents partenaires chargés de la mise en œuvre du projet aux niveaux national, régional et local. Les comptes d'exploitation au niveau régional seront réapprovisionnés conformément aux instructions du NPCO. Des plans de travail annuels et à plus long terme seront élaborés pour le projet, définissant les activités à mettre en œuvre et détaillant les activités année par année. Des plans trimestriels et annuels d'attribution des marchés et de décaissement seront préparés, conformément à la réglementation gouvernementale, au calendrier des activités et aux exigences du FIDA. L'utilisation du produit du prêt de financement supplémentaire commencera après l'entrée en vigueur.

- 52. Contrôle interne. Le manuel de mise en œuvre du projet actuellement approuvé, ainsi que le manuel de gestion financière de l'AFN-II, seront maintenus pour le deuxième financement supplémentaire.
- 53. **Systèmes comptables, politiques, procédures et rapports financiers.** Le système comptable AFN-II (PASSE) existant sera utilisé pour enregistrer les transactions financières et générer les rapports financiers. Les rapports financiers intermédiaires seront préparés et soumis par l'intermédiaire de l'ICP dans les 30 jours suivant la fin du trimestre, accompagnés des demandes de retrait correspondantes pour justification et avances, le cas échéant. La monnaie de présentation sera le dollar américain et la monnaie de transaction sera le kip.
- 54. **Passation** des marchés. La passation des marchés sera effectuée conformément à la loi laotienne sur les marchés publics (2017), aux instructions du ministère des Finances en matière de marchés publics (2019) et aux règlements ultérieurs sur les marchés publics, à condition qu'ils soient conformément aux directives du FIDA en matière de passation de marchés pour les projets. En cas de contradiction entre les directives du FIDA et les réglementations nationales, les premières prévaudront. Tous les marchés passés dans le cadre des composantes et activités supervisées par le PAM suivront les directives distinctes des Nations Unies et du PAM en matière de passation de marchés.
- 55. Les achats seront effectués : (i) pour l'ensemble du projet, par le comité des achats du MAE avec le soutien du NPCO ; (ii) pour les activités décentralisées (formation et services de vulgarisation, interventions nutritionnelles, routes d'accès entre villages, etc.) par les équipes de projet provinciales et/ou les équipes de projet de district, avec l'approbation du comité d'approvisionnement du district ; (iii) pour le Fonds Challenge, par les organisations communautaires sélectionnées, conformément aux procédures d'approvisionnement prévues dans les directives du Fonds pour les défis ; (iv) pour les infrastructures d'adaptation au changement climatique, par les équipes de projet provinciales et/ou les équipes de projet de district, avec l'accord du comité d'approvisionnement du district ; (v) pour les installations de transformation et de stockage des aliments, par les équipes de projet de district, avec l'accord du comité d'approvisionnement du district ; et (vi) pour les subventions du Groupe de production agricole (APG), par les groupes d'agriculteurs, conformément aux procédures et aux exigences d'approvisionnement prévues dans les directives relatives aux subventions de l'APG.
- 56. **Participation des groupes cibles, rétroaction et règlement des griefs.** AFN-II
Les groupes cibles et les autres parties prenantes concernées participeront au cycle du projet, depuis la planification jusqu'à la mise en œuvre, en passant par le suivi et l'évaluation des interventions du projet. Afin de garantir la mise en place d'un mécanisme formel adéquat, transparent et équitable pour toutes les parties prenantes du projet, le manuel de mise en œuvre du projet prévoit un mécanisme détaillé de traitement des plaintes, tenant compte des lois et décrets nationaux et des exigences du GAFSP, du FIDA et du PAM.

C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

- 57. Les trois principaux instruments de planification et de suivi seront la base de données de suivi et d'évaluation, le cadre logique et l'AWPB.
- 58. **Planification.** Les projets de PTA seront préparés par tous les districts et provinces concernés ainsi que par les bureaux de coordination des districts et des provinces, puis compilés au niveau national. Le PTA proposé sera soumis au FIDA et au comité directeur national du projet pour approbation.

59. **Suivi et évaluation.** Les indicateurs clés sont définis dans le cadre logique et feront l'objet de rapports semestriels. Le plan de suivi du projet permettra d'orienter les interventions du projet vers les participants cibles de manière efficace et efficiente.
60. **Apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique.** Les données sur les résultats, les effets et l'impact générées par le système de suivi et d'évaluation serviront à élaborer des études de cas, des notes d'information et des rapports de grande qualité. Le NPCO documentera les expériences, les enseignements et les meilleures pratiques émergents et les diffusera largement. Tous les produits de connaissances seront communiqués par les canaux pertinents afin de renforcer l'apprentissage, le dialogue politique et la mise à l'échelle potentielle des interventions réussies. Des produits de connaissance spécifiques pourront être élaborés à l'intention du GAFSP, du FIDA et du PAM.
61. Plusieurs produits dédiés à la gestion des connaissances et à la communication seront produits sur le changement de comportement par le biais de la communication sociale et comportementale, les approches transformatrices en matière de genre et la promotion et la conservation des aliments sauvages.

D. Modifications proposées à l'accord de financement

62. L'accord de financement initial devra être modifié afin d'intégrer le financement supplémentaire de 1,094 million de DTS (1,5 million de dollars américains) dans le cadre du cycle PBAS du FIDA13. Ce deuxième financement supplémentaire du FIDA ne faisait pas partie de l'accord initial.
63. Aucun autre ajustement ou changement n'est prévu.

V. Instruments juridiques et autorité

64. L'accord de financement entre la République démocratique populaire lao et le FIDA constitue l'instrument juridique permettant d'accorder le financement proposé à l'emprunteur/bénéficiaire. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement supplémentaire.
65. La République démocratique populaire lao est habilitée par sa législation à recevoir des financements du FIDA.
66. Je suis convaincu que le financement supplémentaire proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux Politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

67. Je recommande au Conseil d'administration d'approver le financement supplémentaire conformément à la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU : Le Fonds accordera à la République démocratique populaire lao un prêt à des conditions mixtes et en DTS d'un montant d'un million et quatre-vingt-quatorze mille cent seize droits de tirage spéciaux (DTS 1 094 116) (équivalant à 1 500 000 dollars américains) à des conditions mixtes et selon des modalités et conditions qui seront pour l'essentiel conformes aux modalités et conditions présentées dans les présentes.

Alvaro Lario
Président

Logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions	Project Yr 1 (2023)			Project Yr 2 (2024)			Project Yr 3 (2025)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility		Year Targets	Year Results	Cumulative	Year Targets	Year Results	Cumulative	Year Targets	Year Results	Cumulative
Outreach	1 Persons reached by project-supported activities				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO, M&E	Communities, including women and ethnic groups actively take ownership and actively participate in the interventions.	0	120	120	9000	4811	4931	909	5840	
	Males - Males	0	21500	43000					0	273	273	9000	5495	5768	6092	11860	
	Females - Females	0	21500	43000					0	204	204	4500	5164	5368		5368	
	Young - Young people	0	10750	21500					0	393	393	12600	9174	9567		9567	
	Indigenous people - Indigenous people	0	32250	64500					0	393	393	18000	10306	10699	7001	17700	
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	43000	86000					0	0	0	360	0	0		0	
	Persons with disabilities - Number	0	560	1400													
	1.a Corresponding number of households reached				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO, M&E		0	393	393	3000	3257	3650		3650	
	Households - Households	0	11200	28000					0	393	393	3000	3257	3650			

	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO, M&E											
	Household members - of people	0	67200	168000					0	2358	2358	18000	19542	21900			21900	
Project Goal Enable 28,000 vulnerable households living in the project area to improve their income by 20%, by 2030.	16,800 households with increased incomes by 20% (GAFSP Tier 1 indicator)				Impact assessment	Baseline, midline, endline	NPCO, Government analysis	Increased productivity, value addition and market linkages result in increased income.										
	Households - Number	0	6720	16800														
	Households - Percentage (%)	0	24	60														
Development Objective Enable 28,000 vulnerable households living in the project area to improve their food and nutrition security, enhance their climate resilience and increase smallholders' income by 2030	16,800 households with decreased food insecurity by 20% measured by Food Insecurity Experience Scale (FIES) - GAFSP Tier 1 indicator				Impact assessment	Baseline, midline, endline	NPCO, Government analysis	Project capacity building interventions and investments result in increased food availability. Women are the key decision makers on household food purchases and preparations. Sustainable and climate resilient practices promoted by the project results in increased HH										

				</																			

	Women-headed households - Households																
	16,800 households with increased climate change resilience by 30%.				Project monitoring	Baseline, midline, endline	NPCO										
	Households - Number	0	15000	16800													
	Households - Percentage (%)	0	53.5	60													
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment				Project monitoring	Baseline, midline, endline	NPCO										
	Total persons - Percentage (%)	0	75	80													
	Total persons - Number of people	0	22400	56000													
	Females - Percentage (%)	0	75	80													
	Females - Females	0	11200	28000													
	Males - Percentage (%)	0	75	80													
	Males - Males	0	11200	28000													
Outcome 1. Community-driven agriculture and natural resources-based nutrition interventions established	1.2.9 Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)				Project monitoring	Baseline, midline, endline	NPCO	Nutrition and care feeding practice benefits are understood and relevant to the targeted communities. Target HHs consider									
	Households (number) - Households	0	4320	12600													
	Households (%) - Percentage (%)	51.3	60	70													

	Household members - of people	0	25920	75600				environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices as adequate.											
	Proportion of children 6-23 months of age who receive a Minimum Acceptable Diet (MAD)				Project monitoring	Baseline, midline, endline	NPCO												
	Households - Number	11200	14000	16800															
	Households - Percentage (%)	40	50	60															
	Children - Percentage (%)	40	50	60															
	Children - Number	11200	14000	16800															
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Project monitoring	Baseline, midline, endline	NPCO												
	Total number of household members - Number of people	0	36000	90000															
	Households - Percentage (%)	0	22	54															
	Households - Households	0	6000	15000															
Outcome 2. Stakeholder Feedback	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				Project monitoring	Midline, endline	NPCO, M&E	The project efficiently delivers on its expected outputs and outcomes											
	Household members -	0	53760	134400															

	Number of people																
	Households - Percentage (%)	0	32	80													
	Households - Households	0	8960	22400													
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				Project monitoring	Midline, endline	NPCO, M&E										
	Household members - Number of people		33600	84000													
	Households - Percentage (%)		20	50													
	Households - Households		5600	14000													
Output 2.1 18,000 households provided with targeted support to improve their nutrition	1.1.8 Persons provided with targeted support to improve their nutrition				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	The project delivers on all nutrition sensitive interventions, targeting the most nutritionally vulnerable households									
	Total persons participating - Number of people	0	17000	34000					0	393	393	7500	9812	10205		6113	16318
	Males - Males	0	8500	17000					0	120	120	3750	4564	4684		546	5230
	Females - Females	0	8500	17000					0	273	273	3750	5248	5521		5567	11088
	Households - Households	0	7200	18000					0	393	393	3000	3010	3403			3403
	Household members benefitted -	0	43200	108000					0	2358	2358	18000	18060	20418			20418

	Number of people																	
	Indigenous people - Indigenous people	0	12750	25500							0	393	393	12600	8778	9171		9171
	Young - Young people	0	4250	8500							0	204	204	4500	5039	5243		5243
	Women-headed households - Households	0	259	648							0	0	0	150	0	0		0
Output 2.2 15,000 people benefiting from cash or food-based transfers	Persons benefiting from cash or food-based transfers				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO											
	Males - Number	0	600	1500							0	0	0	3000	2023	2023		
	Females - Number	0	6000	13500							0	0	0	3000	2023	2023		
	Females - Percentage (%)	0	40	90							0	0	0	20	13	13		
	Young - Number	0	1500	3750							0	0	0	750	526	526		
	Total persons - Number of people	0	6600	15000										6000	4046	4046		
Output 2.3 22,400 persons trained in production practices and/or technologies	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	Village Agriculture Technicians, Village Veterinary Workers and Lead farmers deliver effective last mile advisory services to APG members										
	Total number of persons trained by the project - Number of people	0	8960	22400							0	0	0	2000	0	0		0

	Men trained in crop - Males	0	2240	5600				with support from DAFO	0	0	0	500	0	0				0
	Women trained in crop - Females	0	2240	5600					0	0	0	500	0	0				0
	Young people trained in crop - Young people	0	1120	2800					0	0	0	250	0	0				0
	Indigenous people trained in crop - Indigenous people	0	3136	7840					0	0	0	700	0	0				0
	Men trained in livestock - Males	0	2240	5600					0	0	0	500	0	0				0
	Women trained in livestock - Females	0	2240	5600					0	0	0	500	0	0				0
	Young people trained in livestock - Young people	0	1120	2800					0	0	0	250	0	0				0
	Indigenous people trained in livestock - Indigenous people	0	3136	7840					0	0	0	750	0	0				0
	Total persons trained in crop - Number of people	0	4480	11200					0	0	0	1000	0	0				0
	Total persons trained in livestock - Number of people	0	4480	11200					0	0	0	1000	0	0				0
Output 2.4 10,000 farmers receiving inputs or services on climate resilient or sustainable agriculture practices (GAFSP Tier 2 indicator #13)					Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	Village Agriculture Technicians, Village Veterinary Workers and Lead farmers										

agriculture practices	Males - Number	0	2400	6000				deliver effective last mile advisory services to APG members with support from DAFO	0	0	0	1200	0	0				
	Females - Number	0	1600	4000					0	0	0	800	0	0				
	Males - Percentage (%)	0	24	60					0	0	0	12	0	0				
	Females - Percentage (%)	0	16	40					0	0	0	8	0	0				
Output 2.5 28,000 hectares of land brought under climate-resilient management	3.1.4 Land brought under climate-resilient practices				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	Technical staff (MAF-PAFO-DAFO-LWU-DNC etc) is available for capacity building activities										
	Hectares of land - Area (ha)	0	14000	28000					0	0	0	0	0	0			0	
Output 2.6 1,500 persons receiving capacity development support	Persons receiving capacity development support (GAFSP Tier 2 Indicator #10)				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	Technical staff (MAF-PAFO-DAFO-LWU-DNC etc) is available for capacity building activities										
	Males - Number	0	150	750					0	69	69	250	345	414				
	Females - Number	0	150	750					0	30	30	250	82	112				
	Males - Percentage (%)	0	20	50					0	69.7	69.7	50	80.8	78.7				
	Females - Percentage (%)	0	20	50					0	30.3	30.3	50	19.2	21.3				
	Young - Number	0	300	750					0	22	22	125	0	22				
Outcome 3. Business Partnerships and Market access improved	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities				Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCO											

Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)	0	9	21																
Size of households - Number of people	0	45000	108000																
Households reporting improved physical access to processing facilities - Percentage (%)	0	9	21																
Households reporting improved physical access to storage facilities - Percentage (%)	0	9	21																
Households reporting improved physical access to markets - Households	0	2500	6000																
Households reporting improved physical access to processing facilities - Households	0	2500	6000																
Households reporting improved physical access to storage facilities - Households	0	2500	6000																

	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities																	
	Number of POs - Organizations	0	200	600						0	0	0	0	0	0			
	Total number of POs members - Number	0	6000	15000						0	0	0	0	0	0			
	Women PO members - Number	0	3000	7500						0	0	0	0	0	0			
	Men PO members - Number	0	3000	7500						0	0	0	0	0	0			
	Young PO members - Number	0	1500	3750						0	0	0	0	0	0			
	Indigenous people PO members Number	0	4200	10500						0	0	0	0	0	0			
Output 3.1 1,000 producer-based organizations supported	2.1.3 Rural producers' organizations supported			Project monitoring	Midline, endline, annual	NPCCO	MSMEs willing to invest with adequate support and financing											
	Total size of POs - Organizations	0	10000	25000						0	0	0	900	494	494			494
	Rural POs supported - Organizations	0	400	1000						0	0	0	45	19	19			19
	Males - Males	0	5000	12500						0	0	0	450	247	247			247
	Females - Females	0	5000	12500						0	0	0	450	247	247			247
	Young - Young people	0	2500	6250						0	0	0	225	125	125			125
	Indigenous people - Indigenous people	0	7000	17500						0	0	0	630	396	396			396

	Rural POs supported that are headed by women - Organizations	0	160	400					0	0	0	15	0	0	0		0
Output 3.2 500 processing, storage, and market facilities constructed and/or rehabilitated	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO	Business plans are profitable and sustainable in the foreseen macro-economic context.									
	Total number of facilities - Facilities	0	250	500					0	0	0	0	0	0			0
	Market facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	50	100					0	0	0	0	0	0			0
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	50	100					0	0	0	0	0	0			0
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	150	300					0	0	0	0	0	0			0
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded																
	Length of roads - Km	0	100	300							0			0			0
Output 3.3 50 MSMEs joining the SUN Business Network as new members	Number of MSMEs joining the SUN Business Network as new members				Project monitoring	Baseline, midline, endline, annual	NPCO										
	Number of MSMEs joining - Number	0	20	50					0	0	0	0	0	0			
Outcome 4. Multisectoral	Number of nutrition plans developed and endorsed				Project	midline	NPCO	Nutrition committees									

planning processes supported					monitoring	endline, annual		active and committed to the nutrition policy implementation.									
	Nutrition plans developed - Number	0	200	401					0	0	0	15	15	15			
	Nutrition plans endorsed - Number	0	187	375													
Output 4.1 30 policy-relevant knowledge products completed	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				Project monitoring	midline, final evaluation	NPCCO										
	Number - Knowledge Products	0	12	30					0	0	0	0	0	0			0

Summary of the original Economic and Financial Analysis

Given that the Additional Financing will cover intervention costs under the financing gap identified at design, the Economic and Financial Analysis (EFA) of the original Project Design Report remains valid and relevant, and no further changes are expected.

The primary source of economic benefit identified for the project is derived directly from Sub-components 1a and 1b and Component 2. The rest of the project activities work to create an enabling environment for the project to achieve the intended economic benefit.

Table A
Primary source of economic benefits of the project

Component	Sub-component	Activity	Model
Component 1: Establishment of community-driven agriculture- and natural resource-based nutrition interventions	Subcomponent 1.1: Improved nutritional status of women, children, girls and other vulnerable groups	Integrated home garden establishment	Integrated home garden for nutrition
	Subcomponent 1.2: Improvement of agricultural productivity for selected commodities	Community-based organizations strengthening	Poultry raising Pig raising Goat raising Cardamom farm Galangal farm Forage farm Fish culture Banana farm Vegetables under greenhouse
		Climate change adaptation infrastructures built and upgraded	Irrigation (wet season rice) Irrigated crop diversification
Component 2: Improvement of business partnerships and market access		Support to MSMEs in food supply chains	Banana processing
		Market related infrastructures	Access to tracks Water supply

The AFN II project is planned over 7 years. The financial analysis is considered over a 10-year lifetime, although most project results would be expected to last longer if properly sustained. The results of the financial analysis show that overall the proposed activities are highly profitable with positive NPVs at a discount rate of 10%, and all

proposed activities have a positive impact on food security at the project level for household beneficiaries. Poultry raising, goat raising and irrigation wet season rice and diversification models are the most profitable and less risky activities for target beneficiaries.

The main summary tables of the EFA are provided below.

Table B
Financial cash flow models

No.	Model	Working Capital requirement	Subsidy	Own Saving	Borrow	Annual Cash flow
1	Irrigation wet Season Rice and Diversification	11 768 000	3 600 000	4 900 800	3 267 200	266 368 600
2	Pig raising	18 300 000	3 600 000	8 820 000	5 880 000	89 388 000
3	Goat raising	10 550 000	3 600 000	4 170 000	2 780 000	83 783 000
4	Poultry raising	10 312 500	3 600 000	4 027 500	2 685 000	83 424 750
5	Vegetables under greenhouse	3 200 000	3 600 000			68 500 000
6	Banana	8 900 000	3 600 000	3 180 000	2 120 000	68 382 000
7	Cardamom	101 300 000	3 600 000	58 620 000	39 080 000	54 838 000
8	Fish culture	4 530 000	3 600 000	558 000	372 000	45 094 200
9	Galangal	3 580 000	3 600 000			43 570 000
10	Irrigation wet Season Rice	4 008 000	3 600 000	244 800	163 200	23 560 520
11	Forage	4 300 000	3 600 000	420 000	280 000	15 658 000
12	Integrated home garden grants	3 100 000	1 800 000	780 000	520 000	9 454 000

Table C
Project costs and logframe targets

Target	Number
Number of the target farmer	58 000
Poultry raising	6 500
Goat raising	4 000
Irrigation diversification wet Season Rice	6 000
The rest	41 500
Access tracks: # of line of 4Km road	75
Water supply (MUS): # facility with 30HH	399
SME Processing (company)	50

Table D
Main assumptions and shadow prices

Financial assumptions	Outputs	Cycles per year	Mortality rate	Yield without project	Yield with project	Output prices	Input prices	
	Poultry	3	30%				Veterinary expense	100 000 LAK
	• Adult chicken sales			180 kg	350 kg	55 000 LAK	Feed (rice bran)	2 000 LAK/kg
	• Eggs sales			0 unit	220 units	1 500 LAK	Animal feed (for chicken)	7 500 LAK/kg
	Pig	2	30%				Parent chickens	100 000 LAK/head
	• Adult pig sales (40 kg)			100 kg	200 kg	35 000 LAK	Animal feed (for pig)	10 000 LAK/kg
	• Piglets sales			100 kg	200 kg	100 000 LAK	Piglet	1 000 000 LAK/head
	Adult goat sales (25 kg)	2	20%	40 kg	500 kg	45 000 LAK	Parent chickens	100 000 LAK/head
	Fish sales (tilapia)	1	20%	150 kg	300 kg	25 000 LAK	Adult goat	1 200 000 LAK/head
	Fresh cardamom	1		200 kg	500 kg	40 000 LAK	Grass seed	30 000 LAK/kg
	Galangal	1					Fingerling	500 LAK/head
	• Dry galangal sales			140 kg	300 kg	25 000 LAK	Cardamom seedling	50 000 LAK/plant
	• Fresh galangal sales			80 kg	200 kg	2 000 LAK	Galangal seedling	10 000 LAK/plant
	Banana	1					Skilled labour (paid)	80 000 LAK/day
	• Banana sales			3 000 kg	7 500 kg	2 000 LAK	Family labour	48 000 LAK/day
	• Banana shoot sales			20 pieces	50 pieces	4 000 LAK	Banana shoots	150 000 LAK/piece
	• Banana blossom and leaf sales			40 pieces	100 pieces	3 000 LAK	Manure	1 000 LAK/kg
	Fresh vegetable sales	2		1 000 kg	2 300 kg	6 000 LAK	Seeds (vegetables)	25 000 LAK/kg
	Wet paddy	1					Fertilizer	50 000 LAK/kg

• Wet paddy sales			2 000 kg	2 500 kg	2 500 LAK	Seeds (rice)	2 800 LAK/kg
• Rice bran sales			100 kg	500 kg	2 500 LAK	Soil tillage	100 000 LAK
Dry season crops	1					Land preparation (garlic, peanut)	500 000 LAK
Garlic sales			500 kg	700 kg	15 000 LAK	Chemical applications	500 000 LAK
Peanut sales			1 500 kg	2 000 kg	10 000 LAK		
Economic assumptions	Exchange rate		15 033	Discount rate		10%	
	Standard Conversion Factor		0.985	Cost increase		20%	
	Loan annual interest rate		36%	Income decline		20%	

Table E
Beneficiary adoption rates and phasing

No.	Project years	1	2	3	4	5	6	7
1	Integrated home garden grants	6 000	4 500	4 500				
2	APG Poultry raising	2 600	1 950	1 950				
3	APG Pig raising	1 600	1 200	1 200				
4	APG Goat raising	1 600	1 200	1 200				
5	APG Cardamom	800	600	600				
6	Galangal	680	510	510				
7	APG Forage	680	510	510				
8	APG Fish culture	680	510	510				
9	APG Banana	680	510	510				
10	Vegetables under greenhouse	680	510	510				
11	Irrigation Wet Season Rice	4 800	3 600	3 600				
12	Irrigation Wet Season Rice and Diversification	2 400	1 800	1 800				

13	Access tracks: # of line of 4Km road			25	25	25		
14	Water supply (MUS): # facility with 30HH		133	133	133			
15	Banana Processing (company)		20	15	15			

Table F
Economic cash flow

The cash flow analysis confirms that all activities generate positive cash flows annually. The subsidy from the project is LAK 3 600 000 per household. All models are financially viable for the target beneficiaries. Irrigation Wet Season Rice and Diversification generates the highest annual cash flow.

No.	Model	WC requirement	Subsidy	Own Saving	Borrow	Annual Cash flow
1	Irrigation wet Season Rice and Diversification	11 768 000	3 600 000	4 900 800	3 267 200	266 368 600
2	Pig raising	18 300 000	3 600 000	8 820 000	5 880 000	89 388 000
3	Goat raising	10 550 000	3 600 000	4 170 000	2 780 000	83 783 000
4	Poultry raising	10 312 500	3 600 000	4 027 500	2 685 000	83 424 750
5	Vegetables under greenhouse	3 200 000	3 600 000			68 500 000
6	Banana	8 900 000	3 600 000	3 180 000	2 120 000	68 382 000
7	Cardamom	101 300 000	3 600 000	58 620 000	39 080 000	54 838 000
8	Fish culture	4 530 000	3 600 000	558 000	372 000	45 094 200
9	Galangal	3 580 000	3 600 000			43 570 000
10	Irrigation wet Season Rice	4 008 000	3 600 000	244 800	163 200	23 560 520
11	Forage	4 300 000	3 600 000	420 000	280 000	15 658 000
12	Integrated home garden grants	3 100 000	1 800 000	780 000	520 000	9 454 000

Table G
Sensitivity analysis

Situation	NPV ('000 000 LAK)	NPV ('000 US\$)	ERR
Base scenario	507,621	34,281	26%
Cost increase 28%	183,655	12,402	15%
Revenue decrease: 17%	160,878	10,864	15%
11% Cost increase and 10% Revenue decrease	176,383	11,911	15%
Project delay 1 year:	391,220	26,420	21%
Situation	NPV ('000 000 LAK)	NPV ('000 US\$)	ERR
Base scenario	507,621	34,281	26%
Cost increase 28%	183,655	12,402	15%
Revenue decrease: 17%	160,878	10,864	15%
11% Cost increase and 10% Revenue decrease	176,383	11,911	15%
Project delay 1 year:	391,220	26,420	21%